

Recherches sociographiques



Susan MANN-TROFIMEMKOFF, *Visions nationales*

Ronald Rudin

Volume 29, numéro 2-3, 1988

Le monde rural

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056394ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056394ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rudin, R. (1988). Compte rendu de [Susan MANN-TROFIMEMKOFF, *Visions nationales*]. *Recherches sociographiques*, 29(2-3), 498-500.
<https://doi.org/10.7202/056394ar>

essentielle de leur survivance. Mais il est aussi persuadé que la lutte qu'il a engagée est bénie par Dieu, ce qui renforce sa détermination à la voir triompher.

Cette conviction, de même que la croyance en un Canada bilingue, habitent également les dirigeants de l'Ordre de Jacques-Cartier, société secrète fondée à Ottawa en 1926 dans le but de promouvoir les intérêts du Canada français. L'auteur rappelle que cette fondation « doit se comprendre dans le contexte des seize années de luttes ecclésiastique et scolaire menées par les Franco-Ontariens depuis 1910 ». Malgré son implantation dans tous les coins du Canada français et l'influence considérable qu'il exerce au Québec, l'Ordre se préoccupe tout particulièrement de la situation franco-ontarienne. Soutenu par l'épiscopat et le clergé, il constituera en fait pendant plus de quarante ans le lieu de ralliement et de concertation des chefs de « la cause » qui, après des années de guerre ouverte, ont jugé préférable de se réfugier dans « le maquis ». Cette fois, c'est le sentiment autonomiste québécois, déjà perceptible dans les rangs de l'Ordre au cours des années 40, qui va se heurter à leur vision d'un Canada bilingue. Le dénouement aura lieu en 1965 avec le rejet, par les dirigeants de l'Ordre, de l'option indépendantiste dont Marcel Chaput est alors le promoteur le plus acharné. C'en était fait de l'Ordre qui ne survivra pas à cette lutte intestine, témoignant de l'effritement de l'ancien nationalisme qui avait jadis rallié les élites québécoises et les leaders franco-ontariens dans la défense du « peuple canadien-français ».

À l'heure où des pressions s'exercent en faveur de la reconnaissance officielle du français en Ontario, le dernier ouvrage de Robert Choquette fournit un éclairage essentiel sur les luttes antérieures qui ont été menées dans ce sens. Le seul reproche qu'on puisse adresser à l'auteur est de ne pas avoir tenu suffisamment compte de la position de la majorité anglo-protestante qui détient, après tout, le pouvoir politique dans cette province. Ainsi, les raisons qui ont amené le Premier ministre Ferguson à adoucir le règlement 17 sont rapidement esquissées (le ralentissement du taux d'augmentation de la population francophone constitue-t-il l'unique facteur d'explication ?), alors que celles qui ont dicté pendant longtemps l'intransigeance du gouvernement à l'égard de l'école secondaire française demeurent obscures. Une analyse plus poussée aurait permis, il me semble, de mieux apprécier l'attitude des différentes factions au sein de la collectivité franco-ontarienne, de même que celle des Irlandais catholiques qui l'ont si farouchement combattue.

Ruby HEAP

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*

Susan MANN-TROFIMENKOFF, *Visions nationales*, Saint-Laurent, Trécarré 1986, 455p.

On doit à Susan Mann-Trofimenkoff, la première histoire du Québec, de langue anglaise et en un seul volume, à paraître depuis les années 1950. À sa façon, *The Dream of Nation* a joué auprès de la clientèle anglophone le même rôle que l'*Histoire du Québec*

contemporain auprès des francophones, dès sa parution en 1979. L'ouvrage de Paul-André LINTEAU, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT a tenté d'offrir au lecteur une vue de l'histoire québécoise fondée sur la masse des recherches effectuées depuis les années 60. Cette vue du Québec s'éloigne passablement de ce qu'on trouve dans les écrits plus anciens, soit l'insistance sur l'avant-conquête dans l'expérience française en Amérique du Nord, l'insistance aussi sur les questions politiques. En ne consacrant que quelques pages à la période d'avant la Conquête et seulement un tiers du livre à l'époque préconfédérale, transparente s'avère l'intention de Trofimenkoff de couper elle aussi avec les idées conventionnelles d'hier. La prise de distance à l'égard de l'histoire politique se décèle dans le sous-titre de *The Dream of Nation* : « une histoire sociale et intellectuelle du Québec ». De manière encore plus explicite et de l'aveu de l'auteur, l'ouvrage devait constituer une histoire de la population francophone du Québec.

Sauf pour la suppression du sous-titre, *Visions nationales* est la traduction intégrale de la synthèse de tout premier plan publié en 1983 par Trofimenkoff. Les lecteurs francophones pourront maintenant se frotter à une interprétation historique du Québec fortement marquée par des préoccupations féministes. À maints endroits, elles occupent le devant de la scène, ce qui n'implique pas pour autant une ignorance de l'un ou de l'autre des développements sociaux, politiques ou intellectuels majeurs dans l'histoire du Québec français, depuis le débarquement de Jacques Cartier au XVI^e siècle jusqu'à l'échec référendaire de 1980. Certaines affirmations pourront surprendre ceux qui s'attendent à un traitement plus orthodoxe de la matière. Par exemple, Trofimenkoff décrit la Conquête des Français par les Anglais comme s'il s'était agi d'un viol (p. 52); elle considère le statut économique des Québécois francophones comme analogue à celui des femmes dans tout le monde occidental (pp. 161-162); elle termine en présentant le féminisme comme l'un des enjeux essentiels de la campagne référendaire sur la souveraineté-association.

La majorité des arguments de Trofimenkoff pour amener son lecteur à penser autrement l'histoire du Québec sont couronnés de succès. L'analogie avec le viol s'avère utile, suggérant que bien des conséquences de la Conquête, imperceptibles à la toute fin du XVIII^e siècle, ne pouvaient apparaître que dans les années subséquentes. De même, l'idée que les Québécois francophones ont été contraints par la contrepartie anglophone à occuper un « espace distinct » au cœur de l'économie est bien amenée. Par contre, l'argumentation autour du féminisme en tant que l'un des trois enjeux de 1980, les autres étant le séparatisme et le fédéralisme, est un peu plus difficile à avaler. L'auteure soutient que le Référendum ne pouvait être concluant du fait qu'il y avait trois enjeux débattus mais seulement deux options offertes au choix du votant. Or, malgré le rôle du « mouvement des Yvettes », il est assez peu probable que beaucoup d'électeurs québécois aient eu des questions féministes à l'esprit au moment d'aller aux urnes. Au dernier paragraphe, Trofimenkoff déplore le fait qu'« on ignore comment se sont répartis les suffrages masculins et féminins le 20 mai 1980 » (p. 443). Mais la raison pour laquelle elle présume une profonde différence selon le sexe dans les résultats n'est jamais éclaircie.

Sur la question du Référendum comme ailleurs dans le livre, l'insistance sur les questions féministes conduit l'auteur à ignorer le rôle des facteurs de classe ou encore économiques dans l'histoire québécoise. Dans le cas du Référendum, la classe sociale a sans doute eu un impact plus fort que le sexe. En d'autres occasions, le rôle des facteurs économiques est sous-estimé, même lorsque la perspective féministe s'avère moins

évidente. Ainsi, Trofimenkoff ne semble pas réaliser que des changements majeurs dans la structure sociale et économique au Québec ont entraîné l'abolition du système seigneurial vers le milieu du XIX^e siècle. On ne doit cependant pas chicaner l'auteure là-dessus, car elle s'est employée de manière explicite à produire une *histoire sociale* et intellectuelle. Qui plus est, je suis enclin à la remercier plutôt qu'à la critiquer pour certaines de ses affirmations relatives à la place des femmes dans la société. Durant les quatre années où j'ai utilisé cet ouvrage dans le cadre d'un cours d'introduction à l'histoire du Québec, mes étudiants — tant les hommes que les femmes — ont été rigoureusement incités à revoir leurs idées sur la question. Puisque le livre s'avère un mélange équilibré d'analyses solides et de suggestions audacieuses, aucun doute qu'il jouera désormais un rôle important dans l'enseignement de l'histoire du Québec en milieu universitaire francophone de ce pays.

Ronald RUDIN

*Département d'histoire,
Université Concordia.*

Andrée FORTIN *et al.*, *Histoires de familles et de réseaux*, Montréal, Saint-Martin, 1987, 225p.

La recherche conduite par Andrée Fortin et son équipe apporte, à mon avis, une contribution majeure à ce domaine et s'avère, à plus d'un titre, une lecture indispensable pour quiconque s'intéresse à la famille et aux réseaux sociaux. Tout d'abord, l'auteure brosse un état de la question à propos de la famille rurale ou urbaine d'autrefois, au moyen d'un résumé des recherches sur le sujet. Ce bilan comble un vide. Il resitue l'ancienne famille étendue et permet d'esquisser un bref historique des transformations de la famille québécoise. L'auteure tente ainsi de démythifier cette sorte d'archétype idéalisé qu'était trop souvent la famille rurale d'autrefois, aux yeux de plusieurs.

La contribution principale de la recherche est un portrait actuel de la famille et des réseaux sociaux, construit à partir de trois cent soixante-dix entrevues effectuées dans douze quartiers de la ville de Québec. Ces données abondantes et diversifiées confèrent beaucoup de poids aux modèles de sociabilité que l'auteur décrit en guise de conclusion, ceux-ci étant justifiés empiriquement, plutôt que fondés sur une élaboration théorique plus ou moins arbitraire. Les résultats nous apprennent (ou nous confirment) que la famille urbaine d'autrefois semble se perpétuer dans certains quartiers, à travers les relations sociales qui passent par les femmes. Dans d'autres quartiers, caractérisés par le «réseau déterritorialisé des professionnels», c'est par le couple que s'actualiseront les transactions sociales. Ailleurs, les familles monoparentales privilégieront les relations avec les voisins.

Le résultat le plus précieux de cette recherche concerne l'influence spécifique de deux variables : le type de famille (monoparentale, reconstituée, coupée de sa famille d'origine, etc.) et le quartier. Je connais très peu d'études qui ont systématiquement examiné l'effet